

Burundi/Crise

Un nouveau sommet est-africain lundi

AFP
Arusha/Tanzanie

A l'ordre du jour de ce nouveau rendez-vous, l'évaluation de la situation dans le pays. Pendant ce temps, le président Pierre Nkurunziza poursuit sa campagne.

LES pays d'Afrique de l'Est tenteront lundi une nouvelle fois de dénouer la crise politique burundaise, une semaine après des élections législatives boycottées par l'opposition et décriées par la communauté internationale. Alors que les résultats de ces scrutins se font toujours attendre, le sommet des dirigeants de la Communauté est-africaine (EAC) se tiendra à Dar es Salaam, en Tanzanie, comme les deux précédents consacrés à la crise née de la candidature du président Pierre Nkurunziza à la présidentielle prévue le 15 juillet. "Les chefs d'Etat vont faire une évaluation de la situation dans le pays depuis leur dernier sommet", a simplement indiqué hier Othieno Owora, du secrétariat de l'EAC, qui regroupe le Bu-

rundi, la Tanzanie, le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya. Inquiète d'un climat de violences peu propice à l'organisation d'élections crédibles, la médiation internationale réclamait un report des élections générales burundaises à une date unique : le 31 juillet. Mais le pouvoir burundais a refusé, arguant d'un vide institutionnel si les élections n'étaient pas organisées très vite, le mandat du président Nkurunziza, au pouvoir depuis dix ans, s'achevant le 26 août. Signe de sa volonté de poursuivre coûte que coûte le processus, le chef de l'Etat a tenu hier un nouveau meeting de campagne. Ce meeting, organisé à une quinzaine de km de la capitale Bujumbura, dans la province de Bujumbura rural, fief du principal opposant politique Agathon Rwaswa, s'est déroulé en à peine 30 minutes, sous haute protection policière et militaire. Après les scrutins législatifs et communaux organisés lundi dernier, le rendez-vous majeur est désormais cette présidentielle à laquelle Pierre Nku-

runziza est candidat pour un troisième mandat. Cette candidature, jugée anticonstitutionnelle par ses opposants, est au cœur de la crise qui secoue le Burundi depuis fin avril, et a déjà fait plus de 70 morts et poussé plus de 140 000 Burundais à fuir dans les pays voisins.

"PRÉOCCUPATION" FRANÇAISE. En visite en Angola (lire ci-dessous), le président français François Hollande a exprimé sa "préoccupation", et souhaité que la crise burundaise trouve une "résolution par la paix et le dialogue". Le déroulement des législatives et communales dans ce petit pays de l'Afrique des Grands lacs a donné lieu à une sévère charge de la Mission électorale de l'Onu dans le pays (Menub), la seule parmi la communauté internationale à avoir maintenu ses observateurs. Dans un document accablant de neuf pages, la Menub a détaillé violences, intimidations, violations des droits de l'Homme et restrictions à la liberté d'expression tout au long



La crise du Burundi sera une nouvelle fois, au centre de la prochaine réunion des dirigeants de la région.

de la campagne électorale et jusqu'au jour du scrutin. Elle a dépeint "un climat de peur et d'intimidation généralisées dans certaines parties du pays" et rappelé que des violences "ont précédé et parfois accompagné le scrutin", notamment à Bujumbura. Ce rapport a été rejeté par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Accusée d'être aux ordres du pouvoir, elle a dénoncé un document "influencé par la météo politique et diplomatique qui a accompagné le processus électoral". Avant même la publication du rapport onusien, le gou-

vernement s'était félicité que les scrutins de lundi se soient déroulés dans "la paix, le calme et la sécurité" et aient donné lieu à une participation "massive" et "libre". Il a appelé les Burundais à se préparer "dans la même sérénité" à la présidentielle. Les chiffres de cette participation n'ont toujours pas été communiqués. Ils pourraient l'être ce week-end, avec de premiers résultats. L'opposition, qui a dénoncé une " mascarade " électorale, a déjà annoncé qu'elle ne les reconnaîtrait pas et appelé la communauté internationale à en faire autant.

Angola/Visite du président français François Hollande

Renforcement des liens et signatures des contrats

AFP
Luanda/Angola

Le renforcement des liens entre Luanda et Paris et les contrats signés attestent de la réconciliation entre les deux pays longtemps en froid.

LE président français François Hollande s'est efforcé vendredi de resserrer les liens avec l'Angola, pays pétrolier et puissance diplomatique d'influence en Afrique. Politique, la visite de M. Hollande, accompagné d'une cinquantaine de chefs d'entreprises, était aussi très économique : des contrats et lettres d'intention de plusieurs centaines de millions d'euros ont été signés par Total, Accor, Eiffage, Météo France. De même, l'Agence française de développement (AFD), bras financier de la diplomatie française, a annoncé l'ouverture d'un bureau à Luanda et Air France un troisième vol hebdomadaire Paris-Luanda. Si le montant d'un milliard d'euros avancé par l'Elysée avant le voyage n'a pas été atteint, les contrats signés hier attestent néanmoins de la réconciliation entre

les deux pays longtemps en froid après l'affaire des ventes d'armes illicites de l'Angolagate de 1994. "L'Angola a une place influente dans les organisations africaines régionales, dans l'UA (Union africaine) et au Conseil de sécurité de l'Onu où il siège jusqu'en 2016, et il est un appui pour la France", a souligné le président français, après ses entretiens avec son homologue Jose Eduardo dos Santos. Le chef de l'Etat français, qui s'est envolé dans l'après-midi pour Yaoundé, dernière étape de sa tournée africaine, s'est abstenu à Luanda d'aborder les sujets épineux, dont le respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme ainsi que la question de la corruption et des inégalités sociales. Quinze militants dont un rappeur, issu du mouvement de jeunesse qui demande le départ de M. dos Santos depuis 2011 et réclame des conditions de vie meilleures, ont été jetés en prison la semaine dernière, accusés de vouloir renverser le régime. Indépendant depuis 1975, l'Angola est dirigé par M. dos Santos depuis 1979, soit presque 36 ans. Deuxième plus gros producteur de pétrole du

continent après le Nigeria, le pays a vu son PIB multiplié par 10 entre 2002 et 2013. Pour autant, plus de la moitié des Angolais vivent encore avec moins de deux dollars par jour et la chute des cours de l'or noir depuis la fin 2014 provoque d'importantes difficultés.

CONDAMNATION DE BOKO HARAM. M. dos Santos a confirmé une "volonté commune de resserrer les relations" avec la France, après que les deux dirigeants ont paraphé une lettre d'intention pour renforcer la coopération militaire, davantage symbolique que concrète à ce stade. "Je suis certain que cette visite d'Etat sera un jalon indélébile dans la relation", a-t-il ajouté, lors de la déclaration commune des deux chefs d'Etat, sans possibilité pour les journalistes de poser des questions. M. dos Santos a remercié la France pour son "rôle positif" et son "apport à l'Afrique dans la lutte contre le terrorisme et la préservation de la paix et de la sécurité". "L'Angola a l'intention de poursuivre les efforts diplomatiques concertés afin de coopérer vers des objectifs communs", a-t-il déclaré.



Le coup de froid entre, Paris et Luanda, consécutif à l'angolagate et désormais range au placard

M. Hollande a remercié son homologue pour son soutien "particulièrement crucial" en Centrafrique. En 2014, l'Angola avait fait un don de 10 millions de dollars à Bangui en 2014 pour soutenir le fonctionnement du gouvernement de transition. Les deux présidents ont également évoqué la lutte contre les insurgés islamistes nigériens de Boko Haram, qui en l'espace de deux jours ont tués près de 170 personnes dans le nord-est du Nigeria. "Nous condamnons les actes inacceptables de terrorisme et de violence gratuite commis par des groupes extrémistes au nom de la religion", a déclaré M. dos

Santos. La lutte contre les islamistes de Boko Haram, actifs dans l'extrême nord du Cameroun, devait être au cœur des discussions de M. Hollande avec son homologue Paul Biya à Yaounde, où le président français ne sera resté que quelques heures. Une opération militaire régionale lancée en février par le Nigeria et les pays voisins, Tchad en tête, a permis au pouvoir nigérian de reprendre possession de la quasi-totalité des localités du nord-est contrôlées par le groupe armé. Mais les attentats n'ont pas cessé pour autant, comme en témoignent les derniers massacres.

Télex Afrique

- **Afrique du Sud/Politique. Malema veut traîner Ramaphosa en justice**
Le jeune leader populiste sud-africain (gauche radicale) Julius Malema a annoncé jeudi qu'il allait porter plainte contre le vice-président Cyril Ramaphosa qu'il accuse d'avoir commandité le massacre de 34 mineurs tués par la police à Marikana en août 2012.
- **Liberia/Ebola. L'optimisme de la présidente**
La présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf s'est dit jeudi convaincue que le pays réussirait à contenir la réapparition du virus Ebola, annoncée ces derniers jours alors que le pays se croyait débarrassé de l'épidémie.
- **Nigeria/Violences. 150 morts dans trois attaques de Boko Haram**
Près de 150 morts : c'est l'effroyable bilan de trois attaques perpétrées par des membres présumés du groupe islamiste Boko Haram dans le nord-est du Nigeria, qui ont fait de mercredi la journée la plus sanglante depuis l'arrivée au pouvoir de Muhammadu Buhari.
- **RD Congo/Justice. "Terminator" Ntaganda : procès reporté à septembre**



Le procès qui devait s'ouvrir mardi à La Haye de l'ex-chef de guerre Bosco Ntaganda, accusé de crimes contre l'humanité en République démocratique du Congo, a été reporté à septembre, a annoncé hier la Cour pénale internationale (CPI).

A travers le monde

- **France/Espionnage. Paris refuse d'accueillir Julian Assange**



La France a rejeté hier une demande d'asile du fondateur de Wikileaks, l'Australien Julian Assange, reclus depuis trois ans à l'ambassade d'Equateur à Londres, une semaine après la révélation via son site internet d'un espionnage américain de présidents français. **Grèce/Référendum. Tsipras joue son va-tout**
Le Premier ministre grec Alexis Tsipras a tenté hier de galvaniser une dernière fois ses compatriotes, les appelant à dire "non à ceux qui tentent de semer la panique", alors que le oui remonte à l'avant-veille d'un référendum crucial pour la Grèce. **Ukraine/Crash MH17. Les Pays-Bas veulent un tribunal spécial de l'Onu**
Un tribunal spécial de l'Onu est la "meilleure option" pour juger les responsables du crash du vol MH17, le Boeing malaisien abattu en juillet 2014 dans l'est de l'Ukraine, a affirmé hier le Premier ministre néerlandais Mark Rutte.